

Ifacto ferme son site de Casablanca
Le SOS des employés tombe sur répondeur

P9



Le poulet en solde

Mais où est passé Interpoule ?

P8



P6

Création d'une commission d'enquête sur l'aide au bétail

OPÉRATION ENFUMAGE

LION DE L'ATLAS MOTORS



LA ROUTE EST NOTRE TERRITOIRE.

Mondial 2026

Les Lions de l'Atlas à toutes les sauces

P12

Confus

DE CANARD

Deux milliards de dollars... d'eau exportée!

P2

La Botola hors-jeu

P11



Hakimi et Diaz, le Maroc chevillé au corps.

Coupe du monde 2026
Le Maroc renverse Haïti et file en huitièmes de finale



Soufiane Rahimi tout en émotions après son but contre Haïti...

Coupe du monde

Le Maroc en pleine lumière à Las Vegas



Le Maroc s'invite sur l'écran du monde.

P11





Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

DEUX MILLIARDS DE DOLLARS... D'EAU EXPORTÉE!

Les chiffres ont de quoi impressionner. En 2025, le Maroc a exporté pour 2,03 milliards de dollars de légumes frais, intégrant ainsi le Top 10 mondial des exportateurs. Le Royaume représente désormais 3,5 % du commerce mondial de légumes frais et se hisse au neuvième rang en valeur. Pourtant, derrière cette performance se cache une réalité beaucoup moins flatteuse. Ces deux milliards de dollars ne traduisent pas une percée spectaculaire dans les industries de pointe, les biotechnologies, les semi-conducteurs, les logiciels ou l'intelligence artificielle. Ils proviennent essentiellement de l'exportation de tomates, de poivrons, de haricots, de courgettes, d'avocat et de fruits rouges... Autrement dit de produits dont la principale matière première reste... l'eau. Dans un pays confronté à une sécheresse structurelle depuis plusieurs années, exporter massivement des légumes revient aussi à exporter des milliards de mètres cubes d'« eau virtuelle », cette eau mobilisée pour produire des denrées agricoles destinées aux marchés étrangers. Une richesse naturelle devenue de plus en plus rare. Alors que les barrages peinent à se remplir il y'a encore une année, que les nappes phréatiques s'épuisent, que le dessalement est devenu une urgence et que les pouvoirs publics appellent les citoyens à économiser chaque goutte, le Maroc continue paradoxalement d'expédier à l'étranger des cultures parmi les plus gourmandes en ressources hydriques. Les 2 milliards de dollars constituent certes une recette appréciable en devises. Mais ils illustrent aussi les limites du modèle économique national. Car lorsqu'un pays célèbre l'exportation de ses légumes comme une victoire stratégique, cela révèle surtout qu'il peine encore à franchir le cap d'une industrialisation fondée sur la technologie, l'innovation et une forte valeur ajoutée. D'aucuns objecteront que le Maroc est également devenu un important exportateur d'automobiles grâce aux usines Renault de Tanger et Stellantis à Kénitra. L'argument mérite d'être nuancé. Certes, le taux d'intégration locale ne cesse de progresser, un réseau dense d'équipementiers s'est développé et des milliers d'emplois ont été créés. C'est une réussite industrielle incontestable. Mais Renault n'est pas une marque marocaine, pas plus que Stellantis. La conception des véhicules, les brevets, les technologies embarquées, la recherche-développement, les plateformes industrielles et les décisions stratégiques demeurent entre les mains des maisons mères étrangères. Le Maroc assemble, produit et exporte avec une valeur ajoutée croissante, mais il ne vend pas encore sa propre technologie ni ses propres marques à l'international. Ce qui fait de lui un maillon performant de la mondialisation, mais pas encore un acteur technologique de premier plan.

Le véritable indicateur de développement ne réside pas uniquement dans le montant des exportations, mais dans leur contenu technologique. Les économies qui dominent aujourd'hui le commerce mondial vendent des logiciels, des brevets, des équipements médicaux, des composants électroniques, des machines-outils ou des technologies vertes. Elles exportent de l'intelligence, du savoir-faire et de la recherche. Le Maroc, lui, continue d'exporter principalement du soleil, des terres fertiles... et de l'eau. Certes, l'agriculture représente un pilier essentiel de l'économie nationale qui fait vivre des centaines de milliers de familles. Il ne s'agit nullement de nier son importance ni les performances des producteurs marocains, qui ont su conquérir des marchés très exigeants

grâce à leur compétitivité. Mais un modèle de développement ne peut durablement reposer sur des ressources naturelles qui s'amenuisent.

L'avenir ne consiste pas à choisir entre agriculture et industrie, mais à modifier progressivement la structure de la richesse nationale. Les légumes frais ne devraient plus être le principal symbole de la réussite à l'export. Ils devraient accompagner une montée en puissance d'industries made by Morocco créatrices de technologie, de propriété intellectuelle et d'emplois hautement qualifiés.

Le paradoxe reste entier : plus les recettes des exportations maraîchères augmentent, plus elles rappellent que le Maroc reste dépendant d'activités dont la valeur ajoutée demeure relativement limitée et dont le coût écologique est de plus en plus élevé.

En définitive, ces deux milliards de dollars constituent moins le signe d'une puissance industrielle émergente que celui d'une économie qui continue de transformer une ressource devenue rare en devises. Une performance commerciale, certes. Mais aussi le signal que le véritable défi du Maroc n'est pas d'exporter davantage d'eau sous forme de tomates ; il est d'exporter davantage d'intelligence sous forme de technologies. Plus fondamentalement, cette situation interroge les choix d'investissement des grandes fortunes marocaines. On aurait aimé voir davantage de capitaux privés quitter les secteurs traditionnels – immobilier, agroalimentaire, grande distribution ou services – pour irriguer les industries de rupture : machinerie, intelligence artificielle, robotique, biotechnologies, semi-conducteurs ou cybersécurité. C'est dans ces domaines que se fabriquent aujourd'hui les géants économiques de demain. Le Maroc compte pourtant des hommes d'affaires reconnus, à l'image de Moncef Belkhaty ou de Moulay Hafid Elalamy, souvent présentés comme des entrepreneurs visionnaires. Mais force est de constater que les investissements privés continuent majoritairement de privilégier des activités dont les modèles économiques sont éprouvés et les retours sur investissement plus rapides. Ce choix est économiquement rationnel à l'échelle d'une entreprise, mais il contribue aussi à entretenir un déficit d'audace technologique à l'échelle du pays.

Les prochaines fortunes mondiales ne naîtront probablement pas d'une nouvelle chaîne de supermarchés, d'un programme immobilier ou d'une exploitation agricole, aussi performants soient-ils. Elles émergeront de ceux qui auront pris le risque d'inventer les technologies que les autres achèteront demain. Pendant que certains investissent dans l'intelligence artificielle, les puces électroniques ou l'informatique quantique, nous continuons trop souvent à nous satisfaire de secteurs où la rentabilité est immédiate, mais où la création de valeur technologique demeure très limitée. Pendant que la Silicon Valley, Shenzhen ou Séoul fabriquent les entreprises qui domineront l'économie mondiale dans vingt ans, nous continuons à célébrer des modèles économiques fondés sur des secteurs protégés, des activités traditionnelles ou des rendements rapides. Cela porte un nom : l'économie de rente. Une économie où l'on préfère exploiter des positions acquises plutôt que de prendre le risque d'inventer les marchés de demain... ▀

Lorsqu'un pays célèbre l'exportation de ses légumes comme une victoire stratégique, cela révèle surtout qu'il peine encore à franchir le cap d'une industrialisation fondée sur la technologie, l'innovation et une forte valeur ajoutée.



Côté **BASSE-COUR**



Enfin GMT!

Le Maroc remet les pendules à l'heure...

Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, a annoncé ce jeudi 25 juin le retour définitif du Royaume au fuseau horaire GMT à l'issue de la saison estivale, tournant ainsi la page du régime du GMT+1 permanent instauré en 2018.

Concrètement, après plusieurs années passées à vivre avec une heure d'avance — hormis la parenthèse du mois de Ramadan où le pays retrouvait temporairement le GMT — les Marocains vont désormais renouer avec le fuseau horaire naturel du Royaume. Une décision qui met un terme à l'un des sujets les plus débattus de la vie quotidienne de ces dernières années. Depuis son instauration sous le gouvernement islamiste, le GMT+1 n'a jamais cessé de susciter des controverses et des réactions indignées. Réveils difficiles en hiver, enfants contraints de partir à l'école avant le lever du soleil, désynchronisation du rythme biologique, fatigue chronique: les détracteurs de cette mesure dénonçaient depuis longtemps ses répercussions sur la santé, le sommeil, la concentration et l'organisation de la vie familiale. Au fil des années, plusieurs pétitions et initiatives citoyennes se sont succédé. Leurs promoteurs, s'appuyant notamment sur l'article 15 de la Constitution relatif au droit de pétition, réclamaient un réexamen de cette mesure et son inscription dans le débat institutionnel. Mais en dépit de ces mobilisations répétées, les pouvoirs publics n'avaient jusqu'ici jamais manifesté la moindre volonté de revenir sur leur décision. Huit ans après son instauration, le débat dépassait largement la simple question du changement d'heure. Une étude du cabinet Ach-Gal, fondée sur l'analyse de plus de 14 000 commentaires publiés sur les réseaux sociaux, révélait un malaise bien plus profond qu'une simple contestation technique. Derrière les critiques revenait une double fatigue : une fatigue physique, liée au sentiment de vivre en permanence en décalage avec le cycle naturel, mais aussi une fatigue civique. Année après année, les mêmes critiques, les mêmes pétitions et les mêmes campagnes numériques semblaient se heurter à un mur de silence, nourrissant chez de nombreux citoyens un sentiment de résignation, voire de cynisme. Le GMT+1 était ainsi devenu le symbole d'un dialogue jugé défaillant entre les institutions et une partie de la société. Plus encore que le fuseau horaire lui-même, c'est l'absence persistante d'une explication officielle claire qui alimentait les frustrations. Aucun discours pédagogique, aucun récit cohérent ni communication institutionnelle n'étaient venus justifier durablement les raisons du maintien de cette heure avancée. Ce silence a laissé le champ libre aux interrogations, aux interprétations et parfois aux soupçons, au point que beaucoup y voyaient moins une absence de réponse qu'un véritable déni de leurs préoccupations quotidiennes. L'annonce du retour au GMT referme ainsi une séquence difficile qui aura profondément marqué le quotidien de la population. Au-delà du simple réglage des horloges, elle met fin à une controverse devenue, au fil du temps, le révélateur des attentes citoyennes en matière d'écoute, de pédagogie et de dialogue avec les pouvoirs publics. ▀

Akhannouch met fin à GMT+1



تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste

نادي اليخوت المغربي
Royal Yacht Club Tanger
Fondé en 1925

2026 OPTIMIST WORLD CHAMPIONSHIP
TANGER MOROCCO JUNE 18-28

FEDERATION ROYALE MAROCAINE DE VOILE

OPTIMIST WORLD CHAMPIONSHIP | **18 ▶ 28**
JUNE TANGIER
2026 MOROCCO

WHERE WINDS & NATIONS MEETS

| PARTENAIRES INSTITUTIONNELS | SPONSORS OFFICIELS | SPONSORS | MEDIAS |
|-------------------------------------|--|--|----------------|
| TANGERMED, MDJS, Morocco 2026, etc. | SOUERAST, MARSAMAROC, SOFITEL, SSL, R I S M A, MOVENPICK | NOVEMBER, Mypro, RAMITEC, Red Bull, NMI, SILKAN DE CASABLANCA, Silken MAOCC, GLOBE, etc. | 2M, MED1, etc. |



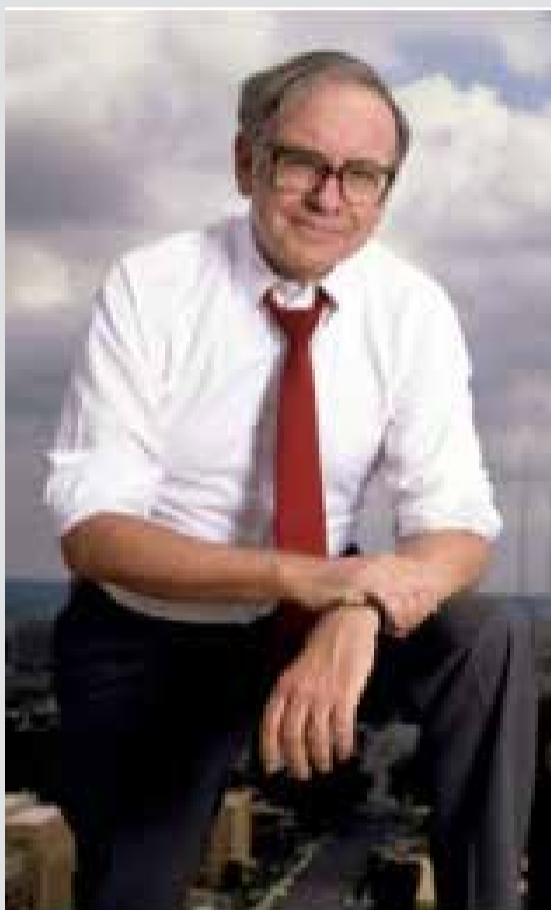
Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois
GENTLEMAN

DES MILLIARDAIRES SYMPAS ÇA EXISTE...

En 2006, Warren Buffett annonce qu'il reversera 85 % de ses actions à cinq fondations lors de dons annuels. En 2008, Warren Buffett, âgé alors de 78 ans, devient l'homme le plus riche du monde avec un patrimoine estimé à 600 milliards de MAD (dirhams marocains) selon le magazine Forbes. Warren Buffett annonce, le mardi 17 avril 2012, à l'âge de 81 ans, qu'il est atteint d'un cancer de la prostate et qu'il est traité par radiothérapie. Cela ne l'empêche pas de racheter, 3 ans plus tard, les piles Duracell pour 47 milliards de MAD au géant américain Procter & Gamble. Pour lui, il faut acheter des entreprises à bas prix et tenir à long terme. Il préfère ainsi investir dans des entreprises qui écrasent leur marché, telles Coca-Cola, les rasoirs Gillette ou les piles Duracell. Le Financial Times le considère comme un promoteur du capitalisme de rente. À la différence des autres investisseurs, Buffett participe à la gestion des entreprises dont il est actionnaire, c'est notamment le cas du Washington Post. C'est en partie pour cela qu'il obtient des rendements plus élevés que la moyenne et qu'il continue de vivre dans une maison d'Omaha, au Nebraska, qu'il a payée seulement 310 500 MAD en 1957. Buffett préfère acheter quand la valeur en bourse est nettement inférieure à la valeur réelle de l'entreprise. Pour cela, il est capable d'attendre longtemps, car « le métier d'investisseur suppose de savoir rester parfois inactif ». Ainsi, en 1969, il a liquidé son premier portefeuille boursier parce qu'il ne trouvait plus rien à acheter à des prix corrects. « Graham disait toujours qu'il y a des



Warren Buffett.

périodes où l'on ne trouve pas d'affaires à acheter à un bon prix. À ces moment-là, mieux vaut aller faire un tour à la plage ». Buffett n'est pas adepte de la stratégie qui consiste à « prendre ses bénéfiques » dès que le cours d'une action monte de quelques dizaines de%. Il conserve pendant des années des actions dont la valeur peut ainsi quintupler, décupler voire plus. Ainsi, il possède toujours les actions du Washington Post qu'il a achetées en 1973 (leur valeur a été multipliée par 100) et des actions de GEICO achetées en 1976. Ses actions de Coca-Cola, achetées en 1988/1989, ont vu leur valeur multipliée par 7. Sa définition des entreprises où il aime investir est : « Un château merveilleux, entouré de douves profondes et très dangereuses. Le château tire sa valeur du génie qui se trouve à l'intérieur. Ses douves fonctionnent comme un puissant repoussoir envers ceux qui seraient tentés de l'attaquer. À l'intérieur, le chef, une personne intègre et honnête, fabrique de l'or, mais ne garde pas tout pour lui. En d'autres termes, moins poétiques, nous aimons les superbes entreprises qui occupent des positions dominantes, dont le savoir-faire est difficile à copier, et le métier durable. ». Garder les dirigeants des entreprises qu'il achète même s'ils sont très âgés : « nous n'investissons pas dans des entreprises avec l'idée de tout changer. Cela ne fonctionne pas mieux dans les entreprises que dans les mariages ». ▀

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Transport Un Supratours hisse ses standards

Supratours poursuit sa transformation en franchissant une étape majeure avec l'obtention de la certification ISO 9001:2015, délivrée par Bureau Veritas Maroc. Cette distinction internationale vient reconnaître la maturité de son système de management de la qualité et récompenser une stratégie de modernisation engagée depuis plusieurs années afin d'améliorer durablement la performance de l'entreprise et la satisfaction de ses clients.

Filiale de l'Office national des chemins de fer (ONCF), SUPR@TOURS est un acteur historique du transport au Maroc depuis plus de quarante ans.

Cette certification couvre l'ensemble des implantations de Supratours à travers le Royaume ainsi que ses principaux métiers : le transport interurbain de voyageurs, le transport touristique et de personnel, ainsi que les activités de messagerie opérées sous la marque Suprabox. Au-delà d'une



L'ambition de Supratours est de proposer une offre de mobilité toujours plus fiable.

simple reconnaissance, l'obtention de la norme ISO 9001:2015 consacre un vaste chantier de transformation interne. L'entreprise a revu et optimisé ses processus, renforcé le pilotage de ses opérations, amélioré la traçabilité de ses prestations et mis en place une

démarche d'amélioration continue répondant aux meilleures pratiques internationales. Cette évolution s'est également traduite par une mobilisation de l'ensemble des collaborateurs autour d'une culture commune fondée sur l'exigence, la qualité de ser-

vice, la performance opérationnelle et la satisfaction du client. L'ambition de Supratours est de proposer une offre de mobilité toujours plus fiable, fluide et adaptée aux attentes des voyageurs comme des entreprises. En consolidant ses standards de qualité, la filiale de l'ONCF entend offrir des prestations homogènes sur l'ensemble de son réseau, tout en garantissant des niveaux élevés de sécurité, de ponctualité et d'efficacité. Cette certification renforce par ailleurs la crédibilité de l'entreprise auprès de ses partenaires institutionnels, économiques et commerciaux, tout en confortant sa position parmi les acteurs de référence de la mobilité au Maroc. Portée par cette dynamique, Supratours poursuit ses investissements dans la modernisation de ses services afin d'accompagner les évolutions du secteur du transport et de contribuer à une mobilité toujours plus performante, durable et centrée sur les besoins des usagers. ▀

LEAVE MEMORIES.

NOT WASTE.



BAHRI

Together for Cleaner Beaches



Le Maigret du CANARD



Création d'une commission d'enquête sur l'aide au bétail

OPÉRATION ENFUMAGE

La majorité vole en éclats sur le dossier explosif des aides au bétail. En ralliant finalement la demande de création d'une commission d'enquête parlementaire, le PAM et l'Istiqlal infligent un véritable camouflet à leur principal allié, le RNI, longtemps opposé à cette initiative. Un revirement moins dicté par un soudain élan de transparence que par un pur calcul électoral.



AHMED ZOUBAÏR

Après des mois de blocage – comme si le temps n'était qu'une denrée périssable – l'opposition a finalement dégotté en fin de semaine dernière les signatures nécessaires pour qu'une commission d'enquête parlementaire daigne enfin se pencher sur les aides publiques à l'importation de bétail. Une initiative louable, certes, pour faire la lumière sur les milliards de dirhams mobilisés par le gouvernement Akhannouch pour tenter d'éteindre l'incendie des

prix brûlants de la viande. Mais quel timing éblouissant : à deux pas des législatives du 23 septembre, cette soudaine bouffée de vertu sent plus l'épice électorale que l'encens de la transparence. Longtemps, la majorité a opposé à ce projet une fin de non-recevoir aussi ferme qu'un mulet, en expliquant que les contrôles existants étaient parfaits – parce que, bien sûr, rien ne vaut un bon mécanisme qui ne contrôle rien. Mais voilà : à quelques mois des élections, deux membres de la majorité, ces paladins du changement que sont le PAM et l'Istiqlal, ont

LE GRAND MARCHÉ DES TRANSHUMANTS

« Nous sommes en excellente santé organisationnelle et nous avons toutes les chances d'occuper la première place. » Le message adressé par Fatima Ezzahra El Mansouri aux dirigeants du PAM respire une confiance à toute épreuve. La coordinatrice du parti du tracteur n'en démord pas : elle se voit déjà en tête des prochaines législatives, porté par une vague de ralliements venus principalement du RNI, mais aussi de l'Istiqlal. Il est vrai que, ces dernières semaines, le PAM semble avoir ouvert un vaste guichet de recrutement. Des présidents de communes, des parlementaires, des élus locaux et des notables changent successivement de couleur politique pour monter à bord du tracteur. Kénitra, Tiflet, Larache, Dakhla, Meknès, Berrechid ou encore Settat : la liste des circonscriptions concernées s'allonge chaque jour. À croire que les programmes politiques sont devenus interchangeables. Ce qui compte désormais n'est plus le projet de société, mais le véhicule électoral le plus susceptible de franchir la ligne d'arrivée en tête.

Le plus révélateur est que cette ruée aurait été alimentée par une simple rumeur : l'éventuelle arrivée de Fouzi

Lekjaa au PAM et sa nomination à la chefferie du gouvernement. Autrement dit, certains élus ne suivent pas une vision politique ; ils suivent le sens du vent. Le « bon côté » étant toujours celui où le soleil du pouvoir semble se lever. Dans cette course aux investitures, la fidélité idéologique qui n'existe pas pèse beaucoup moins lourd que les petits calculs électoralistes... Cette transhumance électorale met surtout à nu une réalité bien de chez nous que plus personne ne cherche à dissimuler : dans de nombreuses circonscriptions, les électeurs votent davantage pour un notable, un réseau d'influence ou une personnalité locale que pour un parti. Les sigles importent finalement assez peu. Le tracteur, la colombe, la balance, l'épi ou tout autre emblème deviennent des enseignes interchangeables, que l'on remplace au gré des opportunités sans que cela ne semble bouleverser les équilibres électoraux. Les partis politiques apparaissent ainsi comme de simples contenants, dont la fonction première est de donner une apparence de pluralisme démocratique, de produire une majorité parlementaire et, in fine, de permettre la formation d'un gouvernement. Le contenu idéologique, lui, passe souvent à la trappe.

Dans ce contexte, le programme électoral ressemble davantage à un exercice de communication qu'à un véritable contrat avec les citoyens. Il est distribué pendant la campagne sous forme de promesses, puis rangé dans un tiroir dès le lendemain du scrutin. Les électeurs eux-mêmes ne s'y trompent plus. Beaucoup savent d'expé-

rience que les promesses électorales s'évaporent une fois les portefeuilles ministériels distribués et que les contraintes du pouvoir servent ensuite de justification à tous les reniements.

Pour pousser la comédie politique jusqu'à l'absurde, le PAM appelle, dans le même temps, à un débat politique « fondé sur les programmes, les compétences et les alternatives réalistes », tout en dénonçant « la personnalisation, les campagnes malveillantes, les rumeurs et les fausses informations »!

Le discours est louable. La pratique accouche d'une autre séquence. Car si les idées étaient réellement le moteur de la compétition politique, comment expliquer qu'un élu puisse défendre aujourd'hui exactement les mêmes électeurs sous une nouvelle bannière, sans avoir changé d'un iota son projet ou son discours ? Le seul changement visible est souvent la couleur de l'affiche.

Au fond, ces recrutements massifs ne disent peut-être pas tant la force du PAM que la faiblesse structurelle de l'ensemble du système partisan. Ils révèlent une démocratie où les hommes circulent plus facilement que les idées, où les étiquettes changent plus vite que les convictions et où les alliances se nouent moins autour d'un projet de société que d'une probabilité de victoire.

Dans cette foire aux transferts, une question demeure : si les élus changent aussi facilement de parti avant les élections, qu'est-ce qui



Le Maigret du CANARD



subitement découvert la lumière. Ils apportent leur soutien, et hop, l'opposition atteint le seuil. Magique ! Ou plutôt, calcul grossier. Ce revirement interroge, effectivement – mais pas sur leur intégrité soudaine. Plus qu'une conversion à la transparence, c'est une fuite éperdue devant un dossier devenu aussi brûlant qu'un steak sur le grill. Face à une opinion publique exaspérée par l'envolée des prix des viandes rouges et un pouvoir d'achat en lambeaux, le PAM et l'Istiqlal jouent les vierges effarouchées, prenant leurs distances avec ce boulet politique qu'ils ont pourtant traîné avec allégresse aux côtés du RNI, ce parti-locomotive qui roule aujourd'hui sur les rails du silence. En se rangeant du côté de la transparence, ils espèrent se dédouaner de leur propre responsabilité. Mais les citoyens, eux, ne sont pas nés de la dernière pluie – ni de la dernière pénurie de viande.

Et que dire du RNI, sinon qu'il observe un silence de cimetière ? Lui dont le chef – avant de lâcher le parti en plein désert, comme un guide abandonnant ses ouailles – tonnait contre la moindre dissonance, qu'il qualifiait d'attaque frontale contre la cohésion gouvernementale. Le voilà muet comme une carpe. Cette discrétion en dit long sur la portée réelle de cette commission : une mascarade de plus, où l'on s'interroge surtout sur la volonté de la majorité d'aller au bout du cirque.

La commission, nous dit-on, aura pour mission d'examiner les modalités d'octroi des aides, d'évaluer leur efficacité, de vérifier si les fonds distribués ont fait baisser les prix – comme si un miracle était encore possible – et de débusquer d'éventuels conflits d'intérêts et autres irrégularités. Admirable programme, si ce n'est que la législation expire, que le temps est compté, et que les investigations approfondies, les auditions exhaustives et les rapports complets tiendront probablement dans un coin de tableau électoral. Alors, cette commission, belle tribune politique, risque fort de n'être qu'un feu de paille dans la campagne. Un signal positif, sans doute, mais pour la transparence, on repassera. Son efficacité dépendra moins de son installation que de sa capacité à pondre des conclusions crédibles avant la dissolution. Faute de temps, elle alimentera surtout le souk électoral, laissant les responsabilités flotter dans l'odeur âcre du tagine trop cuit – un symbole parfait pour cette législature qui finit comme elle a vécu : dans le flou, le bruit et une odeur de fumier... »



Secteur du BPO

Les syndicats unissent leurs voix face aux menaces sur l'emploi

Les syndicats du secteur du BPO (Business Process ou Outsourcing) et des centres de contact de France, de Tunisie et du Maroc se sont réunis le dimanche 21 juin 2026 à Casablanca à l'occasion d'une rencontre intersyndicale internationale consacrée à l'avenir de la profession. Cette réunion s'est tenue dans un contexte de profondes mutations du secteur de la relation client, confronté à une double menace. D'une part, le déploiement accéléré des technologies d'intelligence artificielle, susceptibles d'automatiser une part croissante des activités des centres de contact. D'autre part, le durcissement



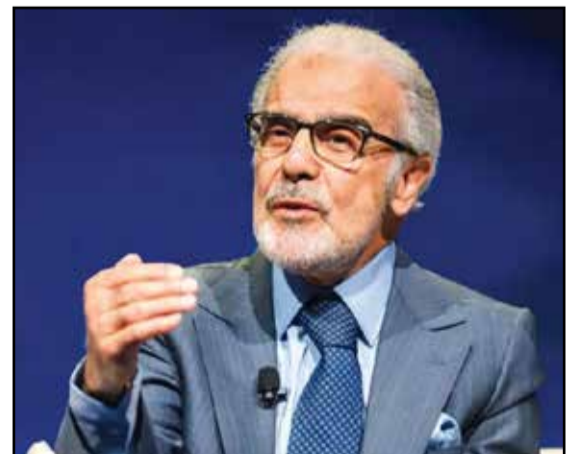
Un secteur confronté à de multiples défis.

de la législation européenne, notamment française, sur le démarchage téléphonique, qui risque d'entraîner une baisse significative des volumes d'activité des plateformes offshore. Face à ces défis technologiques, économiques et réglementaires, les organisations syndicales des trois pays ont réaffirmé leur volonté de coordonner leurs actions afin de placer la défense de l'emploi et des droits des salariés au cœur des transformations en cours. Les discussions ont porté sur plusieurs dossiers jugés prioritaires, notamment l'impact réel de l'intelligence artificielle générative sur les effectifs des téléconseillers, les conséquences des nouvelles restrictions encadrant le démarchage téléphonique en France sur l'avenir des plateformes de relation client délocalisées, ainsi que la dégradation des conditions de travail liée à la montée de la surveillance algorithmique et à l'évolution des compétences exigées. « L'IA ne doit pas servir de prétexte à des licenciements massifs et à la précarisation des salariés du BPO. Nos pays sont interconnectés par cette activité ; notre réponse syndicale doit l'être aussi », ont souligné les organisateurs. Organisée à la Maison de l'Union, dans l'ancienne médina de Casablanca, la rencontre a été rythmée par une conférence inaugurale, plusieurs tables rondes thématiques et des échanges entre représentants syndicaux des trois pays. Les participants ont également travaillé à l'élaboration d'une feuille de route commune visant à renforcer la coopération syndicale face aux défis auxquels est confronté le secteur. À l'issue de cette journée, une conférence de presse a permis de présenter un manifeste commun ainsi que les principales actions que les organisations syndicales entendent mener conjointement dans les prochains mois afin de défendre l'emploi, améliorer les conditions de travail et accompagner les profondes mutations du secteur des centres de contact. »

Conjoncture Bank Al-Maghrib maintient son taux directeur à 2,25 %

Réuni ce mardi 23 juin à Rabat pour sa deuxième session trimestrielle de l'année 2026, le Conseil de Bank Al-Maghrib a décidé de maintenir son taux directeur à 2,25 %, confirmant ainsi son choix de préserver le statu quo monétaire dans un environnement économique marqué par des signaux contrastés. La Banque centrale justifie cette décision par une évolution de l'inflation désormais jugée compatible avec son objectif de stabilité des prix à moyen terme. Après les tensions inflationnistes enregistrées ces dernières années, les pressions sur les prix semblent progressivement s'atténuer, offrant à l'institution une marge de manœuvre pour maintenir des conditions monétaires inchangées.

Sur le plan intérieur, Bank Al-Maghrib relève la poursuite du redressement de l'économie nationale, portée par une amélioration progressive de l'activité dans plusieurs secteurs. Cette dynamique demeure toutefois confrontée à un environnement international particulièrement incertain, marqué par des tensions géopolitiques persistantes, une croissance mondiale hésitante et des risques susceptibles d'affecter les marchés des matières premières, les chaînes d'approvisionnement et les flux commerciaux. Dans ce contexte, le Conseil a estimé qu'il était préférable d'adopter une approche prudente plutôt que d'engager un nouveau cycle d'assouplissement ou de resserrement monétaire. Ce choix vise à préserver les équilibres macroéconomiques tout en accompagnant la reprise de l'activité économique.



Abdellatif Jouahri, wali Bank Al Maghrib.

Bank Al-Maghrib réaffirme enfin qu'elle continuera de suivre avec une vigilance particulière l'évolution de l'ensemble des indicateurs économiques, financiers et monétaires, tant au niveau national qu'international. L'institution précise que ses prochaines décisions seront prises réunion par réunion, sur la base des données les plus récentes, afin d'adapter sa politique monétaire aux évolutions de la conjoncture et de garantir durablement la stabilité des prix. »



Le Maigret du CANARD



Le poulet en solde

Mais où est passé Interpoule ?

Les éleveurs de poulets de chair tirent la sonnette d'alarme après un effondrement historique des prix à la production. Entre surproduction, dysfonctionnements du marché et théories nutritionnelles virales qui sèment le doute chez certains consommateurs, la filière avicole nationale traverse une crise dont elle peine encore à identifier l'origine.

AHMED ZOUBAÏR

La filière nationale du poulet traverse une zone de fortes turbulences. Les éleveurs vendent à perte, les consommateurs continuent de payer leur poulet à un prix jugé très bas (entre 11 et 12 DH le kilo) et, entre les deux, un marché qui semble avoir perdu toute logique.

À ce rythme, certains finiront peut-être par se demander si le marché n'a pas suivi les prescriptions du fameux médecin égyptien devenu viral sur les réseaux sociaux, celui qui exhortait les internautes à bannir le poulet et les œufs de leur alimentation au motif qu'ils seraient nocifs pour la santé. Une consultation gratuite qui aura, au moins, eu le mérite d'alimenter les conversations... Reste à savoir dans quelle mesure elle a réellement refroidi l'appétit des consommateurs. Car, à ce stade, rien ne permet de l'affirmer. Les éleveurs, eux, préfèrent chercher les causes de leur naufrage ailleurs.

L'Association nationale des éleveurs de poulets de chair tire la sonnette d'alarme et réclame



l'ouverture d'une enquête indépendante sur la gestion de la filière. Selon elle, le secteur est victime de dysfonctionnements profonds qui mettent en péril des milliers d'exploitations. Les chiffres donnent le vertige. Produire un kilogramme de poulet coûte aujourd'hui entre 15 et 17 DH, alors que les éleveurs sont contraints de le vendre entre 7 et 9 DH seulement, explique Mohamed Abboud, président de l'association. Pendant ce temps, le consommateur continue de l'acheter entre 12 et 15 DH selon les régions. Une équation où tout le monde semble perdre... sauf peut-être quelques intermédiaires. Mais aussi les consommateurs qui ne sont pas fâchés avec la chair blanche. Sur ce plan, le poulet sauve en quelque sorte le pouvoir d'achat malmené par les prix élevés des viandes rouges (lire encadré). Pour les professionnels, la crise ne saurait être réduite à un simple contrecoup de l'Aïd Al-Adha ou à une baisse saisonnière de la consom-

tion. Ils dénoncent surtout une absence chronique de régulation du marché.

Le principal déséquilibre résiderait dans une production devenue incontrôlée. Chaque semaine, près de 15 millions de poussins seraient mis sur le marché, alors que la consom-

mation nationale n'en absorberait qu'environ 9 millions. Le résultat est implacable : des excédents qui s'accumulent, des prix qui s'effondrent et des élevages qui s'enfoncent dans le rouge. L'association interpelle les pouvoirs publics et les instances professionnelles afin

vendent à perte, des consommateurs qui se régalaient avec des prix très bas et des intermédiaires qui semblent toujours bien se porter, il y a sans doute un renard qui écoute soigneusement les projecteurs.

Parmi ses propositions figurent le recensement des petits éleveurs afin de leur permettre d'accéder directement aux aides publiques, ainsi que l'exonération de la TVA sur les aliments destinés à l'aviculture, dans l'espoir de réduire des coûts de production devenus insoutenables. À défaut d'une intervention rapide, préviennent les professionnels, c'est toute une filière qui risque d'y laisser des plumes. Et si les vidéos virales peuvent parfois influencer les habitudes alimentaires, ce sont surtout l'absence de régulation, la surproduction et les défaillances structurelles qui semblent aujourd'hui avoir envoyé le marché du poulet... au tapis en lui faisant battre de l'aile côté prix... ▀

QUESTION D'OFFRE ?

À première vue, cet effondrement des prix pourrait presque être interprété comme une bonne nouvelle. Il témoigne d'une abondance de l'offre et d'un marché correctement approvisionné. Après tout, ce n'est jamais l'abondance qui fait grimper les prix, mais bien la rareté. La démonstration est d'ailleurs faite, en creux, par le marché des viandes rouges, où les prix continuent de défier les mesures de soutien et les incitations publiques. Malgré les importations, les aides et les exonérations, le consommateur attend toujours la baisse annoncée.

Dès lors, une question s'impose : pourquoi le marché du poulet réagit-il aussi brutalement à l'excès d'offre, alors que celui de la viande rouge semble imperméable aux mécanismes classiques de la concurrence ? De quoi alimenter les soupçons de ceux qui estiment que, dans certaines filières, une poignée d'opérateurs est en mesure de faire la pluie et le beau temps... et surtout la pluie sur le portefeuille des consommateurs. ▀

qu'une évaluation approfondie soit menée. Elle réclame que toute la lumière soit faite sur les mécanismes ayant conduit à ces déséquilibres et sur ceux qui en tirent réellement profit. À défaut de mobiliser les services d'enquête classiques, certains seraient presque tentés de confier le dossier à... Interpoule, tant le mystère est épais. Car entre des éleveurs qui

Le Maigret du CANARD



solde de tout compte) conformément au droit marocain, faute de repreneur. Ils déplorent enfin de ne pas disposer des mêmes mécanismes de représentation que leurs collègues français dans le cadre de la procédure collective. Les syndicats UGTT et SUD-Solidaires, dans un communiqué commun, établissent un parallèle avec d'autres restructurations de centres d'appels français au Maroc. Ils dénoncent un « mur de silence » et l'absence de garanties sur les salaires, indemnités et mesures d'accompagnement, alors que la fermeture est envisagée dès juillet.

Spectateur impuissant

La suspension des primes commerciales – pourtant une part importante des rémunérations – est pointée, alors que les objectifs de production restent exigés. Ils appellent la direction à assumer ses responsabilités et les multinationales du secteur à prioriser le recrutement des salariés d'ITFACTO si la fermeture est confirmée. Au-delà de ce cas singulier, l'affaire ITFACTO révèle une responsabilité plus large: celle des pouvoirs publics marocains. Depuis plus de vingt ans, le Royaume a érigé les centres d'appels en gisement d'emplois, accordant une batterie d'avantages aux groupes étrangers – exonérations fiscales, incitations à l'investissement, zones dédiées, formations subventionnées, accompagnement institutionnel. Cette politique volontariste a fait du Maroc une plateforme incontournable de l'offshoring pour le marché français, qui représente plus de 80 % du chiffre d'affaires du secteur offshore. Mais ce modèle, conçu sans filet de sécurité, révèle aujourd'hui sa fragilité. Les autorités marocaines n'ont pas pensé à se doter de leviers ou de moyens de pression sur ces entreprises en cas de menace sur l'emploi. Lorsque les décisions stratégiques sont prises à Paris – comme ici, où la directrice commerciale du groupe a elle-même annoncé la perspective de fermeture depuis la France –, le gouvernement marocain se retrouve spectateur impuissant. Aucune clause de maintien de l'emploi, aucune obligation d'accompagnement social, aucun mécanisme de contrôle ou de renégociation des avantages accordés n'ont été intégrés aux dispositifs d'attraction. Cette carence prend une acuité dramatique avec la réforme française du démarchage téléphonique qui entre en vigueur le 11 août 2026. En inversant le prin-

Ifacto ferme son site de Casablanca

Le SOS des employés tombe sur répondeur

Une cinquantaine de salariés d'ITFACTO à Casablanca se préparent à perdre leur emploi de téléopérateur sans aucune garantie, ni protection sociale. Une triste réalité qui montre que les pouvoirs publics marocains ont multiplié les exonérations et les incitations pour attirer les multinationales de la relation client sans jamais exiger la moindre contrepartie sociale en échange. Résultat : ce sont des milliers de téléconseillers qui risquent de payer la facture d'une stratégie sectorielle bâtie sur du vent initiée et défendue par l'ex-ministre de tutelle Moulay Hafid Elalamy...

JAMIL MANAR

A lors qu'une audience décisive devait se dérouler le 24 juin devant le tribunal français chargé de la procédure collective

d'ITFACTO SAS, quelque 48 salariés de la succursale de Casablanca sortent de leur silence. Dans une lettre adressée au juge-commissaire, ils réclament la prise en compte de leur situation sociale et dénoncent l'opacité des discussions sur leur

avenir. Depuis la prolongation de la période d'observation le 1er juin, les échanges engagés avec la direction n'ont, selon eux, abouti à aucun engagement formel.

Au cœur de leurs inquiétudes : les indemnités en cas de fermeture. Des propositions orales ont fluctué – de zéro à 100 000 euros, puis 400 000 euros – mais aucun document officiel ne précise les modalités de calcul ni les bénéficiaires. « Nous demandons des garanties écrites », résument-ils, estimant qu'un dialogue social sérieux ne peut reposer sur de simples annonces verbales. Les salariés soulignent aussi que les décisions stratégiques étaient historiquement prises à Paris, ce qui alimente leurs interrogations sur la dépendance de la succursale et les responsabilités de la maison mère. Ils rappellent avoir poursuivi leurs missions malgré les difficultés, et demandent au tribunal de veiller à la protection de leurs droits (indemnités, préavis, salaires,



Le Maigret du CANARD



cipe de consentement (prospection désormais interdite sans accord préalable explicite), cette loi va réduire drastiquement l'activité des plateformes de prospection. Le ministre marocain de l'Emploi, Younes Sekkouri, a lui-même estimé que 40 000 à 50 000 emplois pourraient être menacés. Pourtant, face à cette annonce, le gouvernement observe jusqu'ici une discrétion qui contraste avec l'ampleur des enjeux sociaux. Aucun plan sectoriel de reconversion, aucune mesure d'accompagnement des salariés concernés n'ont été rendus publics. Le dossier ITFACTO est un signal d'alerte. Il montre que les salariés marocains, premiers à subir les restructurations décidées hors de leurs frontières, supportent l'essentiel du coût d'une mutation dont les causes leur échappent. En l'absence de leviers pour imposer aux groupes étrangers des engagements contraignants, les téléconseillers risquent de payer la facture d'une stratégie de développement qui a privilégié l'attractivité à court terme au détriment de la résilience et de la protection des travailleurs.

Pour les observateurs, l'enjeu dépasse désormais le seul ITFACTO : c'est toute la politique marocaine d'offshoring qui doit être repensée. Il ne s'agit plus seulement d'attirer des investisseurs, mais de négocier des contreparties sociales, de diversifier les activités vers des services à plus forte valeur ajoutée (assistance technique, back-office, IA, relation client multicanale) et de réduire la dépendance au démarchage téléphonique. Le temps des avantages sans garde-fous est révolu. Les pouvoirs publics marocains doivent assumer leur responsabilité historique dans la construction d'un secteur vulnérable et agir, sans plus attendre, pour protéger les emplois et les droits des milliers de salariés qui dépendent de cette filière. ►

ASMEX

Sonia Mezzour élue au terme d'un scrutin sous tension



Sonia Mezzour, présidente de l'ASMEX.

Sonia Mezzour a été élue, mardi 23 juin à Casablanca, présidente de l'ASMEX avec 102 voix, devant Abdelaziz Mantrach (99 voix) et Adil Zaidi (92 voix). Elle succède à Hassan Sentissi El Idrissi, qui dirigeait la confédération depuis 2013. Cette élection met un terme à plusieurs semaines de tensions autour de sa succession. Le scrutin s'est déroulé en l'absence du président sortant, sous la présidence du vice-président Mohammed Es-Saadi et en présence d'un huissier de justice, sur fond de contestation de l'éligibilité de certains candidats et de menaces de recours judiciaires. L'élection de Sonia Mezzour marque également une rupture avec la ligne défendue par Hassan Sentissi. Ce dernier avait soutenu que la présidence de l'ASMEX devait revenir à un exportateur de métier, estimant que seule une personnalité issue directement du monde de l'export était légitime pour représenter les exportateurs marocains. Or, la nouvelle présidente est avant tout une spécialiste de la finance, de la banque d'affaires et de l'investissement. Directrice générale d'Oversee et ancienne vice-présidente de l'ASMEX en charge du financement et de l'assurance, elle dispose d'une solide expérience en accompagnement des entreprises, sans être elle-même exportatrice. Cette divergence d'interprétation des statuts, qui exigent une « expérience avérée en matière d'export », est au cœur de la crise ayant précédé le scrutin. Hassan Sentissi défendait une lecture restrictive de cette disposition, tandis que le conseil d'administration a validé les candidatures, ouvrant ainsi la voie à l'élection de Sonia Mezzour. Le premier défi de la nouvelle présidente sera désormais de tourner la page de cette crise de gouvernance et de rassembler une confédération profondément divisée. ►



**L'OPTICIEN QUI
SUBLIME VOTRE
REGARD**

**DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Le Maigret du CANARD



LA BOTOLA HORS-JEU

Abdellah Chankou

« Les binationaux représentent le Maroc par fierté, pas parce qu'on leur offre quelque chose. Que peut-on offrir à un millionnaire ? » La déclaration du président de la FRMF Fouzi Lekjaa met un terme à un vieux procès d'intention selon lequel les joueurs marocains évoluant dans les grands championnats européens choisiraient les Lions de l'Atlas par intérêt. Or, leur attachement au maillot national est d'abord une affaire de cœur, d'identité et de fierté. Il faut reconnaître que le Maroc bénéficie aujourd'hui d'un atout exceptionnel : une diaspora sportive d'une richesse inestimable. Formés dans les meilleurs centres du vieux continent, aguerris aux plus hautes exigences du football mondial, ces joueurs ont permis à la sélection nationale de franchir un cap historique, culminant avec son épopée au Mondial qatari de 2022. Sans ce vivier, les performances des Lions de l'Atlas n'auraient probablement pas atteint un tel niveau. Mais cette réussite pose une question que l'on préfère souvent éluder : quid du championnat national ? Or, si les binationaux constituent une formidable chance pour le Maroc du football, ils ne devraient pas devenir un alibi pour masquer les insuffisances chroniques du football local. Résultat : les joueurs issus de la Botola ne composent pas l'équipe nationale formée en exclusivité d'éléments issus de clubs étrangers. Ce constat interpelle. À quoi sert un championnat professionnel si son principal produit que sont les joueurs ne sert pas à alimenter la sélection nationale ? La Botola devrait être le premier réservoir des Lions de l'Atlas, et non une simple compétition domestique déconnectée des exigences du très haut niveau. Les raisons de ce dysfonctionnement structurel sont multiples : qualité de la formation, infrastructures parfois insuffisantes, niveau technique et tactique très perfectible, préparation physique en deçà des standards internationaux, sans oublier un rythme de compétition qui reste inférieur à celui des grands championnats européens. Certes, le Maroc dispose d'un joyau avec l'Académie Mohammed VI de football, devenue une référence continentale dans la détection et la formation des jeunes talents. Ses pensionnaires brillent régulièrement sur les scènes nationale et internationale. Mais ce succès profite souvent davantage aux clubs européens qu'à la Botola. Beaucoup de ses meilleurs éléments sont recrutés très tôt par des formations étrangères, sans véritablement renforcer le championnat national. Conséquence : les meilleurs talents quittent très tôt le pays, tandis que ceux qui restent peinent à franchir le palier nécessaire pour rivaliser avec leurs compatriotes formés à l'étranger. En fait, l'indigence de la Botola est le miroir de la gouvernance chaotique de nombreux clubs. Derrière les discours sur la professionnalisation se cachent encore trop souvent une gestion opaque, des décisions improvisées et un amateurisme qui n'a plus sa place dans un football devenu une véritable industrie. Tant que les clubs ne seront pas administrés avec les mêmes exigences que les grandes institutions sportives, le championnat continuera à produire un foot de piètre qualité et des joueurs en mal de compétitivité. La dépendance à l'égard des binationaux n'est pas un problème en soi. Toutes les grandes nations mettent à contribution leur diaspora lorsque celle-ci offre une valeur ajoutée. Le véritable défi est ailleurs : faire en sorte que le championnat national devienne un véritable incubateur de talents capables de prétendre naturellement à une place chez les Lions de l'Atlas. Le Maroc a réussi son pari en matière d'infrastructures, de gouvernance fédérale et de rayonnement international. Il lui reste désormais à gagner celui de la compétitivité de son football local. Car une sélection nationale durablement performante ne peut pas reposer uniquement sur les talents formés ailleurs. Elle doit également trouver ses racines sur ses propres terrains. Les binationaux sont une richesse qu'il faut préserver et célébrer. Mais leur réussite ne doit pas faire oublier une évidence : la vitalité d'une grande nation de football se mesure aussi à la capacité de son championnat à produire des internationaux. Tant que cette passerelle restera fragile, la même question continuera de se poser : à quoi bon disposer d'un championnat professionnel s'il ne nourrit presque pas l'équipe nationale ? Là réside le véritable paradoxe : le Maroc forme des talents de classe mondiale, notamment grâce à l'Académie Mohammed VI, mais son championnat peine à les retenir et à en faire les locomotives de la Botola. Le pays exporte son savoir-faire en matière de formation sans en récolter pleinement les dividendes au niveau de son football domestique. C'est sans doute l'un des principaux chantiers des prochaines années : faire de la Botola non seulement un tremplin vers l'Europe, mais aussi un championnat suffisamment attractif et compétitif pour valoriser ses propres pépites avant leur envol. »

Coupe du monde

Le Maroc en pleine lumière à Las Vegas



Le Maroc s'invite sur l'écran du monde.

En pleine Coupe du monde 2026, le Maroc frappe un grand coup sur la scène internationale. En partenariat avec Expedia Group, l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) déploie une campagne de communication d'envergure en investissant l'Exosphere de Sphere Las Vegas, la plus grande et la plus spectaculaire surface LED immersive au monde. Pendant plusieurs jours, cet écran géant, devenu l'un des symboles les plus emblématiques de Las Vegas, s'est paré des couleurs du Royaume, offrant à la marque « Visit Morocco » une visibilité exceptionnelle dans l'une des destinations les plus fréquentées et les plus médiatisées de la planète. Imaginée en collaboration avec E Studio, le studio créatif d'Expedia Group spécialisé dans les expériences de marque à fort impact, cette activation dépasse le cadre d'une simple campagne publicitaire. Véritable performance visuelle, elle transforme la promotion touristique du Maroc en un événement mondial. Visible à plusieurs kilomètres à la ronde, l'installation bénéficie également d'un puissant relais sur les réseaux sociaux, les plateformes numériques et les médias internationaux, faisant de Sphere Las Vegas un phénomène culturel et marketing sans équivalent. Le moment est particulièrement propice. Alors que les États-Unis accueillent le mondial, l'attention de centaines de millions de passionnés de football se concentre sur le pays, générant un afflux inédit de visiteurs, de journalistes et d'investisseurs. L'opération s'inscrit également dans le prolongement de la formidable dynamique créée par les Lions de l'Atlas, dont les performances sur la scène internationale ont considérablement renforcé l'image, la notoriété et l'attractivité du Maroc. En capitalisant sur cet engouement mondial, l'ONMT entend inscrire durablement le Royaume dans l'imaginaire des voyageurs internationaux et positionner le Maroc parmi les destinations incontournables des prochaines années. Cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique de trois ans conclu entre l'ONMT et Expedia Group, leader mondial des plateformes de voyage en ligne. Cette alliance vise à renforcer la présence du Maroc sur des marchés prioritaires, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, grâce à une stratégie marketing 360° combinant campagnes digitales, médias premium, opérations de branding et dispositifs innovants destinés à accroître la visibilité du Royaume sur l'ensemble de l'écosystème Expedia. En investissant l'un des supports de communication les plus spectaculaires de la planète, le Maroc confirme son ambition d'adopter les codes les plus innovants du marketing touristique international. Plus qu'une opération de visibilité, cette campagne traduit la volonté de l'ONMT de hisser durablement le Royaume parmi les destinations les plus attractives et les plus désirables de la prochaine décennie. »



Le Maigret du CANARD



Mondial 2026

LES LIONS DE L'ATLAS À TOUTES LES SAUCES

JAMIL MANAR

Ils sont partout. Disséminés comme une traînée de poudre aux quatre vents du Royaume. À la radio, où leurs noms résonnent en boucle ; à la télévision, où leurs visages suintent par tous les interstices de l'écran ; sur les panneaux publicitaires, ces toiles de maître dressées le long des artères urbaines ; dans les stations-service, où l'odeur du gasoil se mêle soudain à l'effigie d'un attaquant ; sur les réseaux sociaux, bien sûr, où chaque like est un rugissement déguisé.

Les Lions de l'Atlas, désormais, ne jouent plus au football : ils vendent. Ils vendent tout, et n'importe quoi. Des yaourts onctueux, des forfaits téléphoniques, des berlines clinquantes, des boissons gazeuses qui pétillent comme une frappe de Saibari, des crédits bancaires à taux préférentiel, du carburant pour moteur assoiffé, et, demain sans doute, des antidouleurs contre les migraines de la défaite et des lessives capables de faire disparaître, comme par enchantement, les taches de gazon synthétique. Le Mondial 2026, en terre américaine, est devenu le plus grand bazar publicitaire que le Royaume ait jamais abrité. On jurerait que la seule présence amicale d'Hakimi et de ses compères sur le rectangle vert suffit à faire oublier, par un tour de passe-passe médiatique, la vie chère, les embouteillages du matin, les incivilités de la veille et les angoisses du lendemain. Besoin d'un compte bancaire ? Les Lions. Faire le plein ? Les Lions. Souscrire un forfait wifi pour mater les matchs en streaming ? Les Lions. Acquérir une voiture flambant neuve ? Les Lions. S'offrir un petit laitage pour la route ? Les Lions, encore et toujours. Même que le très académique Mohamed Ouahbi, habitué des bancs de touche plus que des plateaux de tournage, a été enrôlé de force dans cette mascarade par un obscur fabricant de mousse à matelas. L'industriel, pris d'un accès de mégalomanie publicitaire, caresse en secret l'ambition démente de décrocher le



label suprême : « fournisseur officiel du sommeil patriotique » Mais le plus fascinant, dans cette sarabande, demeure l'extraordinaire capacité du marketing à tisser des liens que l'esprit le plus tordu n'eût osé imaginer. Quel rapport, je vous le demande, entre un opérateur téléphonique et le couloir droit d'Achraf Hakimi ? Entre un litre de super sans plomb et la vinta céleste de Brahim Díaz ? Entre un banal vendeur de sauces piquantes et la glorieuse équipe nationale ? Quelle importance, après tout ?

Argument commercial

Peu importe. Dès lors qu'un Lion apparaît à l'écran, le consommateur est censé rugir... et sortir son portefeuille ou sa carte bancaire. Le ballon roule sur le terrain, les millions roulent dans les caisses des annonceurs. Le ballon roule sur la pelouse, et les millions, sans bruit, roulent dans les caisses des annonceurs. Chaque marque veut sa part de la ferveur,

comme on se dispute un morceau du gâteau national. On ne vend plus un produit, on vend un bout de patrie emballé sous cellophane. Acheter devient un geste civique, un acte de résistance, une prière. Comme si choisir une boisson gazeuse ou une banque de dépôt contribuait, par un effet magique, à battre les adversaires des Lions de l'Atlas. Cette inflation publicitaire, il faut bien le dire, finit par produire un effet aussi ridicule qu'inespéré : à force de voir les Lions partout, on les voit moins nulle part. L'image se banalise comme du papier peint, le symbole s'use à être tiré sur toutes les coutures. À vouloir transformer chaque exploit sportif en argument commercial pour huile de vidange ou en slogan pour une enseigne de malbouffe, on dévalue ce qui faisait précisément sa force : son caractère exceptionnel, son souffle unique, sa grâce éphémère. Le plus drôle, assurément, reste à venir. Si jamais, par un miracle supplémentaire, les Lions venaient à soulever la Coupe du monde,

il faudrait s'attendre à une avalanche de slogans encore plus improbables que la victoire elle-même. On nous promettrait, en lettres majuscules et en néon : « Notre ciment bâtit comme la défense marocaine », « Nos antidouleurs neutralisent la douleur comme Bounou neutralise les penalties », « Notre huile de table dribble le cholestérol avec la grâce de nos ailiers ». À ce rythme-là, les Lions finiront par être les meilleurs commerciaux du pays bien avant d'en être les meilleurs footballeurs.

Personne, bien entendu, ne conteste aux entreprises le droit de surfer sur l'enthousiasme populaire. C'est le principe même de la réclame, son essence, sa raison d'être. Mais lorsque tout devient prétexte à convoquer les Lions, lorsque le moindre bien de consommation se drape de vert et de rouge, l'hommage vire à la surexploitation, l'épiphanie sportive se transforme en foire aux bestiaux. À force de coller les mêmes visages sur tous les panneaux, le marketing finit par vider de sa substance une épopée qui n'avait pas demandé à devenir le porte-voix d'un yaourt ou l'étendard d'une lessive. Le football est une passion. La publicité en a fait un fonds de commerce. Les Lions rugissent encore sur le terrain, c'est leur royaume ; mais partout ailleurs, ils sont devenus des VRP de luxe, des commis voyageurs d'un nouveau genre, arpentant les rayons de nos supermarchés comme d'autres arpentent les couloirs du stade. Le Mondial est bien lancé, les matchs aussi. Mais la véritable compétition, désormais, se joue entre les annonceurs, à coups de slogans assassins, de spots tapageurs et de panneaux géants, sous l'œil amusé et blasé d'un public qui, faute d'un festivals de buts, se repaît de réclames. ▀



Le Maigret du CANARD



Coupe du monde 2026

LE MAROC RENVERSE HAÏTI ET FILE EN SEIZIÈME DE FINALE

Menés à deux reprises par une séduisante équipe haïtienne, les Lions de l'Atlas ont puisé dans leurs ressources pour s'imposer 4-2 au terme d'une rencontre spectaculaire. Grâce à ce succès, le Maroc termine deuxième du groupe C et décroche son billet pour les huitièmes de finale de la Coupe du monde et affronteront en 16es le 1er du groupe F, celui des Pays-Bas et du Japon.



Soufiane Rahimi tout en émotions après son but contre Haïti...

JAMIL MANAR

Dès le coup d'envoi, les Haïtiens ont créé la surprise en mettant sous pression la défense marocaine. Leur audace a rapidement été récompensée avec l'ouverture du score, née d'une action aussi inspirée que chanceuse. Lenny Joseph conclut d'une talonnade astucieuse, le ballon rebondissant sur Yassine Bounou avant de franchir la ligne. La

FIFA attribuera finalement le but au gardien marocain contre son camp (10e).

Touchés dans leur orgueil, les hommes de Mohamed Ouahbi ont réagi en multipliant les offensives face à une défense haïtienne disciplinée et courageuse. Leur persévérance a fini par payer à la 39e minute, lorsqu'Achraf Hakimi profitait d'un ballon mal repoussé pour remettre les deux équipes à égalité.

Mais ce premier acte était loin d'avoir livré tous ses rebondissements. Quatre minutes plus tard,

Wilson Isidor redonnait l'avantage à Haïti d'une superbe réalisation, avant qu'Ismael Saibari ne réponde dans le temps additionnel d'un plat du pied précis (45e+1).

Maroc 4 – Haïti 2

Buteurs : Hakimi (39e), Saibari (45e+1), Rahimi (78e), Gessime Yassine (89e) pour le Maroc ; Bounou contre son camp (10e), Isidor (43e) pour Haïti. ▶

L'attaquant marocain inscrivait ainsi son troisième but en autant de rencontres dans ce Mondial. Au retour des vestiaires, le rythme s'est légèrement apaisé, mais le Maroc a progressivement pris le contrôle des opérations. Face à une formation haïtienne toujours aussi généreuse dans l'effort, Mohamed Ouahbi lançait plusieurs cartouches offensives après la pause hydratation. Un choix payant.

Entré en jeu quelques minutes plus tôt, Soufiane Rahimi faisait parler son expérience en inscrivant le troisième but marocain d'une puissante frappe en pivot (78e). Puis, à une minute du terme, Gessime Yassine profitait d'une erreur de relance adverse et d'un excellent travail de Rahimi pour inscrire le quatrième but, scellant définitivement le sort d'une rencontre riche en émotions et qui a aussi fait apparaître quelques failles dans la ligne de défense des Lions de l'Atlas.

Au-delà du spectacle offert sur la pelouse, cette affiche a également marqué les esprits par son atmosphère exemplaire.

Avant, pendant et après la rencontre, les supporters marocains et haïtiens ont offert une magnifique leçon de fraternité. Dans les tribunes comme autour du stade, ils ont prouvé que l'on peut défendre passionnément ses couleurs sans insulter, provoquer ou chercher l'affrontement. Une scène qui contraste avec le comportement de certains groupes de supporters enragés, trop souvent persuadés que le football se gagne aussi par les invectives, les intimidations ou les violences. Le plus beau trophée de cette soirée n'était peut-être pas sur la pelouse, mais bien dans les tribunes.

Plusieurs heures avant le coup d'envoi déjà, les deux camps partageaient chants, sourires et photos autour du stade, rappelant que le football demeure avant tout une célébration entre les peuples.

Dans l'autre rencontre du groupe, le Brésil s'est imposé 3-0 face à l'Écosse. Avec sept points, le Maroc termine deuxième du groupe C, à égalité avec la Seleção, première grâce à une meilleure différence de buts (+6 contre +2).

Haïti quitte la compétition sans le moindre point, mais avec les honneurs. Courageuse, ambitieuse et séduisante dans le jeu, la sélection caribéenne laisse entrevoir un avenir prometteur et repart avec le respect de tous. ▶



Can'Art et CULTURE



Rémanence

Hasnae El Ouarga fait parler la mémoire silencieuse de la pierre

À mi-chemin entre l'art, la géologie et la métaphysique, l'artiste marocaine Hasnae El Ouarga investit l'Espace d'art Artorium à Casablanca avec Rémanence, une exposition qui invite le visiteur à explorer les traces invisibles que le temps imprime dans la matière. Présentée du 15 juin au 31 juillet 2026, cette nouvelle proposition artistique s'inscrit dans la continuité d'une recherche exigeante où mémoire, nature et spiritualité dialoguent dans une même respiration. Dès les premiers regards, les œuvres déconcertent autant qu'elles fascinent. Rien n'y est véritablement figuratif, mais tout semble étrangement familier. Les formes évoquent des paysages cosmiques, des reliefs minéraux ou des cartographies imaginaires. Le spectateur éprouve la sensation troublante de reconnaître une image jamais vue, comme si l'œuvre réveillait une mémoire enfouie. Le titre de l'exposition renvoie à la notion de « rémanence », cette persistance d'une image ou d'une sensation après la disparition de sa cause. Une définition qui dépasse ici le champ scientifique pour devenir une véritable



L'artiste dans son atelier.

expérience sensible. Les œuvres de Hasnae El Ouarga interrogent ce qui demeure lorsque le temps a effacé les formes, lorsque seules subsistent les empreintes silencieuses de la matière. Depuis cinq ans, la résidence Jardin Rouge de la Fondation Montresso constitue le laboratoire de cette recherche artistique. L'artiste y observe les pierres, leurs textures, leurs fractures et leurs strates, non comme de simples objets géologiques, mais comme les archives d'un temps immémorial. Là où le scientifique cherche à expliquer, elle préfère

ressentir. Là où l'analyse dissèque, son regard révèle la poésie cachée du minéral. Cette approche s'inscrit dans un parcours singulier. Diplômée de l'École Supérieure des Arts Visuels de Marrakech, Hasnae El Ouarga développe depuis plusieurs années une réflexion sur les images mentales et la mémoire. En déconstruisant la photographie, puis en explorant le cyanotype, elle a progressivement élaboré un langage plastique où les fissures, les craquelures et les accidents de la matière deviennent des éléments essentiels de la création. La

Pierre s'impose désormais comme le vecteur d'une mémoire inaccessible, témoin silencieux d'histoires oubliées. Cette écriture plastique a rapidement trouvé un écho sur la scène internationale. Les œuvres de l'artiste ont été présentées notamment à Art Paris, à la Hannah Traore Gallery aux États-Unis et à la foire 1-54 de Londres. Elles figurent aujourd'hui dans plusieurs collections prestigieuses, parmi lesquelles celles de Rockefeller, Dior, de la Société Générale, de la Fondation Montresso et du Musée National de la Photographie du Maroc. Avec Rémanence, Hasnae El Ouarga confirme la maturité d'une démarche artistique où la contemplation prend le pas sur la démonstration. Dans une époque saturée d'images instantanées, elle ralentit le regard et rappelle que la matière possède sa propre mémoire, que les pierres conservent peut-être les récits que les hommes ont oubliés, et que l'art demeure l'un des rares langages capables de rendre visible l'invisible. Plus qu'une exposition, Rémanence est une invitation à écouter le silence des pierres et à redécouvrir le temps comme une matière vivante. ▶

Mustapha Taiau

Photographier l'âme des paysages

À l'occasion de sa 5^e édition, organisée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, La Nuit des Musées et des Espaces Culturels (NMEC) a mis cette année la photographie à l'honneur, célébrant le 200^e anniversaire de son invention. Cet événement d'envergure coïncide avec l'inauguration du Musée de la Photographie et des Arts Visuels de Casablanca, nouveau lieu dédié à la valorisation de cet art. C'est dans ce cadre que s'inscrit le parcours de Mustapha Taiau, photographe marocain né en 1961 à Mokrisset, dans la région d'Ouezzane. Marcheur infatigable et amoureux des grands espaces, il puise son inspiration dans les paysages qu'il parcourt inlassablement. Montagnes, forêts, rivages... ses images exposées du 11 juin au 11 juillet à l'Espace Rivages à Rabat saisissent la puissance silencieuse de la nature et révèlent des scènes d'une rare intensité, comme suspendues entre réalité et poésie. En 1984, il quitte le Maroc pour s'installer à Brest, en France, où il



Mustapha Taiau.

obtient une licence en sciences économiques. Les paysages sauvages de la Bretagne, façonnés par les vents et les marées, nourrissent profondément son regard artistique. Installé par la suite en Île-de-France, il poursuit sa formation avec une maîtrise en sciences de l'éducation et une licence en informatique. Il exerce aujourd'hui les fonctions d'ingénieur en assistance pédagogique au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à Paris. À travers son œuvre photographique, Mustapha Taiau invite le spectateur à ralentir, à contempler et à redécouvrir le dialogue subtil entre l'homme et la nature. Son travail, empreint de sensibilité et d'exigence esthétique, trouve une résonance particulière dans cette édition de la Nuit des Musées consacrée à la photographie. À cette occasion, de 17 h à minuit, les musées et espaces culturels à travers le Royaume ouvriront gratuitement leurs portes au public, proposant expositions, ateliers, visites guidées, projections, performances et animations. Une invitation à célébrer la richesse du patrimoine culturel marocain et la force évocatrice de l'image photographique. ▶



Le MIGRATEUR



Iran-Etats-Unis Un rapprochement sous haute surveillance

À l'issue d'un premier cycle de négociations en Suisse, les États-Unis affichent leur optimisme. Reprise des inspections nucléaires, mécanisme de contrôle des avoirs iraniens, maintien de la sécurité dans le détroit d'Ormuz et cessez-le-feu au Liban : plusieurs avancées sont revendiquées par Washington, même si les divergences avec Israël restent vives.

JAMIL MANAR

Le vice-président américain, J.D. Vance, a salué lundi 21 juin les résultats du premier cycle de négociations entre les États-Unis et l'Iran, organisé au Bürgenstock, en Suisse. Selon lui, les discussions ont permis d'enregistrer des progrès significatifs sur plusieurs dossiers sensibles. Téhéran aurait notamment accepté la reprise des inspections internationales de ses installations nucléaires. Les médiateurs se sont également entendus sur un mécanisme destiné à encadrer la gestion des avoirs iraniens gelés, tout en garantissant le maintien de la libre circulation dans le détroit d'Ormuz, artère

stratégique pour le commerce mondial du pétrole. À l'issue des discussions, J.D. Vance a aussi annoncé qu'un accord avait été trouvé afin d'assurer le respect du cessez-le-feu au Liban. Des négociations techniques doivent désormais se poursuivre dans les prochains jours, tandis que les premières discussions sur les modalités des inspections nucléaires pourraient débuter dès cette semaine. « Nous avons posé des bases très solides pour parvenir à un accord final », a déclaré le vice-président américain.

Des tensions relativisées

J.D. Vance a toutefois minimisé les tensions apparues après les menaces formulées la veille par Donald Trump de reprendre les hostilités contre l'Iran. Selon lui, les propos jugés « insultants » de responsables iraniens ne pouvaient rester sans réponse de la part du président américain. « Il y a eu quelques menaces et quelques plaintes, mais les discussions ont continué et nous avons réalisé des avancées importantes », a-t-il assuré.

Les avoirs iraniens sous contrôle

Le vice-président a également révélé qu'un mécanisme imaginé par Jared Kushner permettrait aux États-Unis et au Qatar de conserver un droit de regard sur les fonds iraniens dégelés après leur restitution à Téhéran. Ces ressources seraient exclusi-



Le vice-président US JD Vance lors de son arrivée au Pakistan.

vement destinées à financer des achats de produits agricoles américains, notamment du maïs, du soja et du blé. Selon Washington, ce dispositif empêcherait que ces fonds soient utilisés pour financer des activités militaires ou des groupes armés. « L'argent iranien servira à aider le peuple iranien, pas à financer le terrorisme. Si ces avoirs sont débloqués, ils profiteront aux agriculteurs américains tout en contribuant à nourrir la population iranienne », a déclaré J.D. Vance.

Le Liban et les réserves d'Israël

Concernant le Liban, le vice-président américain s'est félicité de l'absence d'incidents majeurs au cours des dernières vingt-quatre heures, estimant que l'accord répondait avant tout à une demande des acteurs de la région. « Ce n'est pas un accord imposé par les États-Unis. C'est un accord que les pays de la région récla-

maient depuis longtemps », a-t-il affirmé. De son côté, le président israélien, Isaac Herzog, a indiqué qu'Israël ne s'opposait pas à une solution négociée mettant fin au conflit avec l'Iran, à condition que tout accord empêche Téhéran d'utiliser les fonds récupérés à des fins militaires ou pour soutenir des groupes armés régionaux. Quelques jours auparavant, J.D. Vance avait déjà défendu le protocole d'entente conclu entre Washington et Téhéran, tout en adressant un avertissement à Israël. « Donald Trump est aujourd'hui le seul chef d'État pleinement favorable à Israël parmi les grandes puissances », avait-il déclaré, avant d'ajouter : « Si je faisais partie du gouvernement israélien, je réfléchirais à deux fois avant de m'en prendre au seul allié puissant qui lui reste. » Ces déclarations illustrent les tensions croissantes entre l'administration Trump et le gouvernement israélien, malgré la solidité historique de leur alliance. ▀

Palestine occupée Le colonisateur israélien organise l'asphyxie financière des Palestiniens

La En adoptant une loi illégale autorisant de nouvelles retenues sur les recettes fiscales palestiniennes, la Knesset renforce la pression économique sur l'Autorité palestinienne...

JAMIL MANAR

La Knesset a adopté, en juin 2026, une nouvelle loi renforçant les mécanismes de confiscation des recettes fiscales palestiniennes perçues par les forces d'occupation pour le compte de l'Autorité palestinienne. Le texte autorise désormais l'État sioniste

à prélever des montants supplémentaires sur ces fonds afin de financer les indemnités versées aux victimes israéliennes d'actes de résistance menés par des Palestiniens. Portée par le député Avichai Boaron (Likoud), cette loi scandaleuse a été approuvée en deuxième et troisième lectures. Elle élargit un dispositif déjà existant en permettant de déduire des recettes fiscales les sommes versées par les organismes publics israéliens, notamment l'Assurance nationale, au titre des compensations accordées aux victimes, aux blessés ou à leurs ayants droit. Les recettes fiscales concernées, principalement issues des droits de douane et de la TVA collectés par le colonisateur sur les marchandises destinées aux territoires palestiniens en vertu des

accords économiques de Paris de 1994, constituent l'une des principales sources de financement de l'Autorité palestinienne. Chaque retenue opérée par l'occupation réduit donc davantage les capacités de Ramallah à assurer le paiement des salaires des fonctionnaires, à financer les services publics et à faire face à une crise budgétaire devenue chronique. L'adoption de ce texte illégal a suscité de vives réactions. L'Autorité palestinienne dénonce une mesure assimilable à une « punition collective » et accuse Israël d'utiliser les ressources palestiniennes comme un levier de pression politique. Plusieurs organisations internationales, dont l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et le Parlement arabe, ont également condamné ce texte, estimant qu'il contre-

vient aux principes du droit international et compromet les perspectives de stabilité économique et politique dans les territoires palestiniens. Pour le gouvernement sioniste, en revanche, cette loi répond à un impératif de justice envers les « victimes du terrorisme » et vise à empêcher que des ressources financières indirectement liées à l'Autorité palestinienne puissent bénéficier à des personnes impliquées dans « des actes de violence ». Ce nouveau bras de fer financier illustre une fois de plus l'instrumentalisation des ressources économiques dans le conflit israélo-palestinien, au risque d'aggraver encore la fragilité institutionnelle et sociale de la Palestine occupée et de ses habitants. ▀

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



Sans-abri à l'abri

Sa vie a basculé, en un coup d'ongle. Un sans-abri, âgé d'une vingtaine d'années, a remporté 500.000 euros à un jeu de grattage de la Française des Jeux, à Montpellier (Hérault), le 20 novembre dernier, selon Métropolitain. A 20 Minutes, les services de la Française des Jeux ont confirmé, lundi 6 décembre, qu'un gain de 500.000 euros avait bien été remporté avec un ticket X 20 dans ce bureau de tabac de Montpellier, et que le gain venait d'être versé. Sans, toutefois, en dire plus sur le gagnant, qui souhaite, désormais, reconstruire sa vie. « Il a pris trois ou quatre X 20 à gratter, a expliqué au site d'actualité la vendeuse du bureau de tabac du cours Gambetta, où l'heureux gagnant a acheté son ticket. Au premier, il ne savait pas trop... Il pensait avoir gagné 25 euros. En fait, il avait gagné cinq fois 100.000 euros. »

« C'est quelqu'un de bien, qui est aimé dans le quartier, confiait un proche du chanceux, à Métropolitain. Il vend des cigarettes pour manger, pour survivre. Il s'est fait arrêter cette semaine, et le lendemain il gagne. C'est bien pour lui. »

Ecolo jusqu'à la moelle

Il y en a pour qui l'écologie n'est pas juste des paroles en l'air. Julie Anne Genter, une députée de Nouvelle-Zélande, est allée accoucher à la maternité dans son moyen de transport habituel dimanche 28 novembre : le vélo, rapporte le HuffPost daté du lendemain. L'élue écologiste s'est rendue dans la nuit à l'hôpital pour y donner naissance à son deuxième enfant, une petite fille. « À 3h04 ce matin, nous avons accueilli une nouvelle membre de notre famille », a indiqué Julie Anne Genter sur Instagram. « Je n'avais vraiment pas prévu de prendre le vélo alors que le travail avait commencé, mais c'est ce qui est arrivé. »

Le père Noël sort des égouts

Un plombier a fait une drôle de découverte alors qu'il effectuait des travaux dans l'église chrétienne évangélique de Lakewood, à Houston (Etats-Unis), le 10 novembre dernier. Des centaines d'enveloppes sont subitement tombées d'un mur avec, à l'intérieur, 200.000 dollars en liquide et des chèques pour une valeur de 400.000 dollars. « J'allais retirer des toilettes, mais, au moment où j'ai enlevé de l'isolant, environ 500 enveloppes sont tombées du mur », a confié l'artisan à CNN. Prévenus par l'ouvrier, les policiers ont ouvert une enquête et ont rapidement compris d'où provenait ce butin. L'analyse des billets et des chèques a en effet permis d'établir un lien avec un vol commis quelques années plus tôt dans cette église. En 2014, 600.000 dollars (soit environ 530.000 euros) avaient en effet été dérobés dans un coffre-fort et n'avaient jamais été retrouvés. Ils n'étaient en fait pas bien loin... CNN précise que cet argent était issu des cotisations payées par les membres de l'église les 8 et 9 mars 2014. L'église de Lakewood a confirmé la découverte. Il s'agit d'une des plus grandes églises de tout le pays. Son pasteur principal, Joel Osteen, rassemble toutes les semaines plus de dix millions de téléspectateurs dans ses émissions. ●



Rigolard



***Un moine bouddhiste**, un rabbin et un bon vieux curé français font un pique-nique au bord d'un lac...

Ils discutent de la force de la prière.

Le moine prend un exemple :

« J'étais en prière dans la montagne l'année passée... quand une colonie de fourmis rouges s'est avancée vers moi. J'étais coincé entre le précipice et la paroi, mon mulet m'empêchait de faire marche arrière... J'ai prié, prié, prié... et je suis entré en lévitation. Les fourmis sont toutes passées sous moi sans me toucher ! »

Le curé poursuit :

« Je taquinai le gardon dans ma barque sur le lac quand une tempête furieuse s'est levée. Des vagues de 3 mètres s'avançaient vers mon embarcation. J'ai prié, prié, prié... et tout autour de moi, sur 20 mètres, l'eau est restée calme ! »

Le rabbin explique alors :

« J'étais dans la rue il y a quelques jours. Quand je vois à 2 pas devant moi un billet de 100 Euros. Mais c'était sabbat et je ne pouvais pas le ramasser. J'ai prié, prié, prié !... et tout autour de moi, sur 20 mètres, on était lundi ! »...

***Si les rois mages étaient des femmes...**

Que serait-il arrivé ?

Elles auraient demandé leur route,

... seraient arrivées à temps,

... auraient aidé à l'accouchement,

... auraient nettoyé l'étable,

... auraient fait une fondue,

... auraient apporté des cadeaux utiles

Qu'auraient-elles dit en partant ?

... les sandales de Marie n'allaient pas avec sa robe

... le bébé ne ressemble pas à Joseph... j'en

reviens pas qu'ils gardent des animaux à la maison... il paraît que Joseph est en chômage... vierge ? et on va croire au père Noël aussi!

***Deux grand-mères Alsaciennes** Marie-Ernestine et Joséphine se retrouvent côte à côte chez la coiffeuse. Elles en profitent pour discuter, histoire de passer le temps.

- Et bien, figure-toi Joséphine que mon fils et sa femme sont allés s'installer à Wissembourg ! Un peu plus près de la famille de sa femme.

- Wissembourg, mais c'est où ?

- Et bien vers la frontière au dessus de Haguenau

- Ah oui ! je vois... Et bien figure-toi Marie-Ernestine que ma petite fille la petite dernière va se marier ?

- Vraiment ? Félicitations ? Et le mari il vient d'où ?

- De Faisbouck, mais ne me demande pas où c'est.

*** Une femme vient de perdre son mari.**

A une amie qui lui rend visite, elle confie : - François était merveilleux, il a pensé à tout. Il m'a laissé trois enveloppes à ouvrir après sa mort.

Dans la première il y avait deux mille euros avec ce mot : pour la messe et les fleurs.

Dans la deuxième il y avait trois mille euros avec ce mot : Pour le cercueil en acajou.

Dans la troisième il y avait dix mille euros avec ce mot : Pour la pierre.

Elle tend la main vers son amie et lui montre sa bague :

- Qu'est-ce que tu penses du diamant ?...

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444



A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

NE LAISSONS PAS LE DOUTE AVEC **LE SIDA**



FAISONS-NOUS DÉPISTER



Tous solidaires pour gagner
le match contre le sida.

ALCS
association
de lutte
contre
le sida